

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2008/200096]

22 NOVEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Philippeville-Couvin en vue de l'inscription d'une zone d'extraction à Florennes (Hemptinne) en ce qu'il confirme la décision du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004 et adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Sambreville (Falisolle), d'une zone agricole, d'une zone forestière et d'une zone naturelle sur le territoire de la commune de Fosses-la-Ville (Le Roux), du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort en vue de l'inscription d'une zone agricole, d'une zone forestière d'intérêt paysager, d'une zone forestière et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune d'Anhée et du plan de secteur de Huy-Waremme en vue de l'inscription d'une zone d'espaces verts, d'une zone agricole et d'une zone naturelle sur le territoire de la commune de Wanze (Moha)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 23, 25, 32 à 41 et 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 juillet 1990 portant approbation de la création du parc naturel des vallées de la Burdinale et de la Mehaigne;

Vu l'arrêté royal du 22 janvier 1979 établissant le plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort;

Vu l'arrêté royal du 24 avril 1980 établissant le plan de secteur de Philippeville-Couvin, modifié notamment par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 janvier 1989, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 1998 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2002;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 1981 établissant le plan de secteur de Huy-Waremme, modifié notamment par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 1996;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 mai 1986 établissant le plan de secteur de Namur, modifié notamment par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 1999 décrétant l'utilité publique du remembrement des biens ruraux situés sur le territoire des communes de Cerfontaine (5^e division Villers-Deux-Églises), de Florennes (6^e division Hemptinne, 7^e division Saint-Aubin) et de Philippeville (1^{re} division Philippeville, 16^e division Jamiolle, 17^e division Jamagne) et fixant le plan parcellaire;

Considérant la révision du plan de secteur de Philippeville-Couvin, portant sur l'inscription d'une zone d'extraction d'environ 111 hectares sur le territoire de la commune de Florennes, entre les villages de Hemptinne et de Saint-Aubin;

Considérant que le site est inscrit en zone agricole et en zone forestière au plan de secteur; que le site est traversé par une ligne à haute tension ainsi que par une canalisation de transport d'hydrocarbures appartenant à l'OTAN;

Considérant l'étude hydro-géologique réalisée par le bureau d'études Aquale-Ecofox Développement de mai 2003;

Considérant que le projet vise l'extraction, sur un nouveau site d'exploitation, de roches calcaires à haute teneur en carbonate principalement destinées à la fabrication de chaux, ainsi que l'exploitation de dolomie; que le traitement sur place consisterait en un concassage primaire et un criblage, sans lavage, et au transfert, par train uniquement, des produits vers le siège d'exploitation d'Aisemont de la SA Carneuse;

Considérant que le projet vise notamment l'extraction de quelque 30 millions de tonnes de calcaire pur (V2a) à un rythme d'environ 1 550 000 t par an, ainsi que d'environ 8 260 000 t, soit 400 000 t par an, de calcaire de moindre qualité, et de 9 290 000 t, soit 500 000 t par an, de dolomie;

Considérant l'avant-projet de plan de secteur établi en date du 3 décembre 2001;

Vu l'étude d'incidences sur l'avant-projet de plan de secteur réalisée par la société anonyme Pissart-Van der Stricht, dûment agréée conformément à l'article 42, alinéa 4, du Code;

Considérant que l'étude d'incidences estime la révision du plan de secteur justifiée au regard :

— de l'épuisement prochain des réserves de la carrière d'Aisemont en raison d'importantes perturbations géologiques qui compromettent l'exploitation des 60 hectares de zone d'extraction situés au delà de la route du Cimetière des Français;

— la quantité de calcaire pur de grande qualité du gisement d'Hemptinne, notamment liée à la puissance du banc;

— la possibilité d'acheminer les matériaux jusqu'à Aisemont par la voie ferrée;

Considérant que l'étude d'incidences met l'accent sur deux impacts importants à savoir l'impact agricole et les effets de l'exhaure;

Considérant que l'eau d'exhaure peut être redirigée vers les nappes (rechargement), évacuée ou cédée à un distributeur en vertu du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines;

Considérant que sur ce point l'étude d'incidences, qui reprend les conclusions de l'étude hydrogéologique réalisée par le bureau d'études Aquale-Ecofox Développement, recommande à juste titre une valorisation des eaux d'exhaure en vue d'éviter un rabattement de la nappe pouvant aboutir à une diminution des volumes d'eau disponibles pour la distribution publique;

Considérant que le projet se développerait sur des terres présentant une valeur agronomique élevée, reprises pour partie dans le plan parcellaire annexé à l'arrêté ministériel du 27 décembre 1999 décrétant l'utilité publique du remembrement des biens ruraux situés sur le territoire des communes de Cerfontaine, de Florennes et de Philippeville et fixant le plan parcellaire;

Considérant que le remembrement consiste en la redistribution de terres afin d'assurer une exploitation plus judicieuse et plus rentable des biens ruraux;

Qu'un remembrement n'a donc pas pour objet de protéger, lorsqu'il est terminé, la fonction agricole par rapport à d'autres affectations du territoire; que les terres remembrées ne font en réalité l'objet d'aucune protection particulière si ce n'est un droit de préemption en faveur de la Région wallonne;

Que, dès lors, la présente révision ne porte pas atteinte à l'arrêté du 27 décembre 1999 qui a visé l'utilité publique du remembrement et fixé un plan parcellaire en application de la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux;

Que le projet de révision du plan de secteur concerne, à des degrés divers, douze propriétés agricoles dans la partie sud-est du site reprise en périmètre de remembrement, dont quatre seraient concernées de manière plus importante;

Que, néanmoins, cet impact peut être relativisé eu égard aux conséquences favorables sur l'activité économique et l'emploi liés à la pérennisation du site de production d'Aisemont;

Considérant que l'étude d'incidences met également l'accent sur l'impact variable que pourrait avoir l'activité extractive sur les quartiers résidentiels voisins :

— le village d'Hemptinne, le plus proche du périmètre, sera principalement soumis au bruit des tirs de mines, difficilement réductible;

— le village de Saint-Aubin est suffisamment éloigné du site d'extraction pour ne pas subir de nuisances significatives;

Considérant l'impact qu'aura, sur le plan paysager, l'apparition d'un site réservé à l'activité extractive; que cet impact est cependant davantage lié à la constitution des merlons périphériques qu'à la visibilité de la fosse d'extraction proprement dite;

Considérant que l'étude d'incidences propose de retenir une alternative de délimitation à l'avant-projet de révision du plan de secteur; que cette alternative porterait sur l'inscription d'une zone d'extraction de quelque 122 hectares à l'est de la rue de la Bataille uniquement, en vue d'éviter le stockage de stériles dans la vallon du ruisseau Hubiessau, et se traduirait par une extension du périmètre affecté à la zone d'extraction vers le nord-est en direction du village de Saint-Aubin où serait constitué un merlon réutilisable à terme par l'activité agricole;

Considérant que cette alternative de délimitation permet, comme le souligne l'étude d'incidences sur l'environnement et pour les raisons qu'elle énonce :

— d'éviter de porter atteinte au vallon du ruisseau d'Hubiessau;

— de concentrer les nuisances (installations de traitement et stockage des stériles) et de transporter les stériles par bande vers les lieux de stockage;

— de maintenir un accès, à partir du village d'Hemptinne, aux terres agricoles situées au-delà de la ligne de chemin de fer;

— de réduire les nuisances qui auraient été occasionnées au quartier du Franc Bois, par la manipulation des stériles (bruit, poussières);

— de ne pas déplacer la canalisation de l'OTAN;

— de conférer au site d'exploitation un caractère plus homogène;

Considérant que, bien que cette alternative conduise à réviser le plan de secteur pour 122 hectares au lieu des 111 initiaux, il en résulte une réduction de la consommation de terres agricoles de qualité;

Considérant que cette alternative permet de réaffecter rapidement à l'activité agricole les terres de découverte et ce, pour une superficie de 20 hectares; que ces terres permettent de constituer un merlon au nord-est de l'exploitation, en direction du village de Saint-Aubin;

Considérant que l'alternative impliquerait toutefois des nuisances temporaires pour le village de Saint-Aubin durant la période de découverte et de constitution du merlon destiné à réaffecter à terme à l'activité agricole au nord-est du site d'extraction; que ces nuisances sont donc limitées dans le temps; qu'elles pourront être rencontrées par les conditions auxquelles serait délivré le permis;

Considérant dès lors qu'au regard des avantages et inconvénients relatifs de l'avant-projet et de son alternative de délimitation proposée par l'étude d'incidences, le Gouvernement wallon estime qu'il y a lieu de retenir ladite alternative;

Considérant l'avis de la Société wallonne des Eaux du 11 mars 2004;

Considérant l'avis de la Direction générale de l'Agriculture du 26 février 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Philippeville-Couvin en vue de l'inscription d'une zone d'extraction à Florennes (Hemptinne);

Considérant que les dispositions de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, modifié par le décret-programme du 3 février 2005 imposent désormais que l'inscription des 122 hectares de zone d'extraction arrêtée provisoirement le 1^{er} avril 2004 puisse être globalement compensée par la modification équivalente de zones existantes destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation ou par toute autre compensation définie par le Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 décidant et adoptant l'avant-projet de révision partielle des plans de secteur de Namur, Dinant-Ciney-Rochefort et Huy-Waremme en vue de fixer les compensations liées à l'adoption du projet de révision du plan de secteur de Philippeville-Couvin visant l'inscription d'une zone d'extraction à Florennes (Hemptinne);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 octobre 2006 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision partielle des plans de secteur de Namur, Dinant-Ciney-Rochefort et Huy-Waremme en vue de fixer les compensations liées à l'adoption du projet de plan de secteur de Philippeville-Couvin visant l'inscription d'une zone d'extraction à Florennes (Hemptinne);

Vu l'avis du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, donné le 26 septembre 2006;

Vu l'étude d'incidences sur les avant-projets de plans de secteur et les compensations, réalisée par la société anonyme Pissart-Van der Stricht, dûment agréée conformément à l'article 42 du Code déposée en octobre 2007;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'aménagement du territoire, donné le 25 octobre 2007;

Considérant qu'il appartient à l'étude d'incidences d'examiner l'impact des avant-projets et compensations proposés, au regard des articles 1^{er} et 46 du Code; que ces appréciations visent l'utilisation parcimonieuse du sol; que celles-ci seront visées ci-dessous;

Considérant qu'en ce qui concerne les avant-projets et compensations proposés, l'étude d'incidences estime que ceux-ci portant sur l'inscription de superficies non destinées à l'urbanisation répondent aux objectifs du SDER et du plan d'environnement pour le développement durable;

Considérant que ces avant-projets et compensations visent la sauvegarde de la superficie agricole utile et par extension, la protection des zones non urbanisables, la préservation des sols de bonne qualité agronomique, la structuration de l'espace régional;

Considérant que l'étude d'incidences conclut que les avant-projets et compensations proposés s'inscrivent dans une dynamique de renforcement de zones non destinées à l'urbanisation, en particulier dans le cas de l'inscription de nouvelles zones d'espaces verts, naturelles et forestières, et renforcement ou développement des axes d'intérêt écologique favorables à la formation ou au développement d'une structure écologique;

Considérant que l'étude d'incidences confirme que les avant-projets et compensations proposés, s'agissant de l'inscription aux plans de secteur de zones non destinées à l'urbanisation, ont un impact positif sur le cadre de vie et sur l'environnement naturel;

Considérant que la suppression de zones d'extraction permet de réduire ou supprimer des nuisances potentielles et de préserver des sites intéressants sur le plan biologique ou présentant de telles potentialités;

Considérant que, dans ses remarques formulées le 25 octobre 2007, la Commission régionale d'Aménagement du Territoire marque son accord sur les propositions de l'étude d'incidences portant sur la délimitation et l'affectation des zones constituant les avant-projets et les compensations précitées; qu'en ce qui concerne le plan de secteur de Namur, sur le territoire de la commune de Fosses-la-Ville, elle se prononce toutefois en faveur de l'affectation proposée dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005, à savoir la zone agricole, afin de préserver le site de la "Ferme de la Belle-Motte"; qu'elle estime également que l'augmentation des superficies des compensations proposées dans l'étude d'incidences rend désormais moins impératif le recours aux compensations alternatives visées dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005;

Considérant en ce qui concerne le plan de secteur de Namur, que le site concerné sur le territoire de la commune de Sambreville (Falisolle) est actuellement inscrit en zone d'extraction au plan de secteur; que le site n'est pas exploité mais est remblayé;

Considérant que l'avant-projet de plan de secteur de Namur (planche 47/5) établi par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 porte sur l'inscription d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Sambreville (Falisolle), motivée, par le fait que les terrains constituent un terroir qui ne sera plus utilisé à des fins d'extraction;

Considérant que l'étude d'incidences confirme l'inscription de cette zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Sambreville (Falisolle), notamment en raison du fait que le site ne présente plus d'intérêt pour l'extraction et en raison de la végétation qui a colonisé les terrains remaniés par la carrière et dont une partie est en forte pente;

Considérant que le Gouvernement confirme dès lors l'affectation du site en zone d'espaces verts;

Considérant que les sites concernés sur le territoire de la commune de Fosses-la-Ville (Le Roux) sont actuellement inscrits en zones d'extraction au plan de secteur;

Considérant que l'avant-projet de plan de secteur de Namur (planche 47/5) établi par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 porte sur l'inscription d'une zone agricole sur le territoire de la commune de Fosses-la-Ville (Le Roux); qu'une zone d'extraction de près de 50 ha est maintenue au plan de secteur à l'ouest de la route de la Belle Motte;

Considérant que ces terrains concernés ne sont actuellement pas concernés par une activité extractive et n'ont pas fait l'objet d'une telle exploitation;

Considérant que l'étude d'incidences confirme que l'usage actuel de ces terrains est essentiellement agricole;

Considérant que de l'étude estime, en ce qui concerne les terrains dont l'affectation serait modifiée, situés d'une part au nord de la zone d'extraction maintenue au lieu dit "Belle Motte" et, d'autre part, ceux situés au sud de cette zone d'extraction vers le village de Le Roux, que si le gisement de calcaire de type V2a utilisable pour la fabrication de chaux ne s'étend pas à ces endroits en raison des importantes perturbations géologiques qui ont été découvertes dans le gisement, il serait contraire au principe d'exploitation parcimonieuse des ressources d'abandonner toute possibilité d'extraire le gisement de V2a dans la zone d'extraction maintenue au plan de secteur; que l'auteur indique que le gisement de V2a est en effet un gisement calcaire à haute teneur en CaCO_3 qui est un matériau à haute valeur utilisé dans des filières à forte valeur ajoutée;

Considérant que le développement d'une activité extractive postule une disponibilité foncière suffisante pour la mise en œuvre d'un site, pour l'implantation d'installations ou pour le stockage de terres de découverte ou de stériles;

Considérant que le maintien d'une petite zone agricole d'accès difficile et située au nord de la zone d'extraction de la "Ferme de la Belle Motte" ne permet pas de garantir la viabilité de l'exploitation agricole à cet endroit; qu'en outre, cette zone agricole se trouverait enclavée entre des boisements et la zone d'extraction;

Considérant que l'étude d'incidences en conclut que le maintien d'une zone d'extraction au-delà de la rue de la Belle Motte est justifié; que son exploitation ne peut pas être techniquement exclue définitivement;

Considérant cependant que l'étude d'incidences recommande de protéger les bâtiments de la Ferme de la Belle Motte reprise dans l'inventaire du Patrimoine monumental de la Belgique; que, dans les alternatives de mise en œuvre, elle propose une prescription complémentaire au sens de l'article 41 du Code, destinée également à éviter d'éventuels modifications du relief du sol et stockages liés à une activité extractive;

Considérant que l'étude d'incidences propose une cartographie du périmètre de ladite prescription ainsi proposée;

Considérant que, dans ses propositions alternatives, l'étude d'incidences suggère qu'une partie de la zone d'extraction située à l'extrême sud-ouest de la zone d'extraction maintenue au site de la Ferme de la Belle Motte soit inscrite en zone naturelle, de manière à jouer un rôle de tampon entre la zone d'extraction et le site Natura 2000 BE32024;

Considérant qu'il s'indique de faire droit à ces propositions de maintenir les zones d'extraction au nord et au sud de la zone d'extraction non modifiée;

Considérant, pour le surplus, qu'il s'indique de protéger le site de la Ferme de la Belle Motte en confirmant l'inscription en zone agricole visée dans l'avant-projet de plan de secteur, selon le périmètre de protection présenté dans l'étude d'incidences et conformément à l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire;

Considérant que l'affectation en zone agricole à cet endroit constitue une destination davantage compatible avec le Cimetière militaire des Français situé au nord de la zone; qu'en conséquence il s'indique de ne pas retenir la prescription complémentaire précitée;

Considérant que l'étude d'incidences conclut que le Bois de Templemont ne présente pas d'intérêt particulier sur le plan biologique, mais des potentialités liées aux sous-sol et sol calcaires; qu'elle propose l'inscription de ce bois en zone forestière plutôt qu'en zone d'espaces verts eu égard à sa situation effective actuelle; que le site est bordé au nord et à l'ouest par une zone forestière et au sud par un site Natura 2000; que le maintien du site en zone d'extraction présente peu d'intérêt vu les difficultés d'accès;

Considérant qu'il s'indique de faire droit à la proposition d'affectation alternative du Bois de Templemont en zone forestière;

Considérant que l'étude d'incidences suggère que le site Natura 2000 BE32024 existant au sud du Bois de Templemont et consistant en une ancienne carrière fasse également l'objet d'une révision du plan de secteur;

Considérant que, dans les alternatives de délimitation, l'étude d'incidences propose d'étendre le périmètre de la révision du plan de secteur à ce site Natura 2000, ainsi qu'à deux zones externes au site Natura 2000;

Considérant que l'étude d'incidences propose ainsi que ces zones constituent un dispositif d'isolement entre la zone d'extraction et le site Natura 2000; qu'il s'indique d'affecter ce périmètre en zone naturelle;

Considérant qu'il s'indique de suivre ces propositions;

Considérant, en ce qui concerne le plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort, que les sites visés par l'avant-projet sont actuellement inscrits au plan de secteur;

Considérant que l'avant-projet de plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort (planche 53/3) établi par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 porte sur l'inscription d'une zone agricole et d'une zone forestière d'intérêt paysager sur le territoire de la commune d'Anhée;

Considérant que ces zones ne sont actuellement pas exploitées par une activité extractive et n'ont pas fait l'objet d'une exploitation;

Considérant que l'étude d'incidences indique que les parcelles concernées sont actuellement utilisées par l'agriculture ou constituent des massifs boisés;

Considérant que l'étude d'incidences indique que le front d'extraction se trouverait dans la Formation géologique de Lives (V2B), considérée comme peu intéressante même pour le granulat car elle contient de la silice et parfois de la pyrite; qu'il en conclut que la question de l'utilisation parcimonieuse des ressources se pose avec moins d'acuité vu la formation géologique concernée et l'existence en Région wallonne d'autres zones d'extraction permettant la production de granulats;

Considérant que, dans les alternatives qu'elle envisage, l'étude d'incidences propose une extension, vers le nord jusqu'à la voie de chemin de fer, des zones du plan de secteur à mettre en révision, sur des terrains actuellement repris en zone d'extraction au plan de secteur; que cette extension est justifiée par le peu d'intérêt que présentent les ressources géologiques partiellement exploitées puis, abandonnées et par la valeur écologique de la vallée de la Molinee;

Considérant que l'étude d'incidences suggère d'affecter en zone forestière les versants boisés qui n'ont pas fait l'objet d'une exploitation extractive et qui sont situés sur de fortes pentes de la vallée de la Molinee;

Considérant que l'étude d'incidences propose par ailleurs, deux adaptations de l'affectation du site repris en zone agricole à l'avant-projet de plan de secteur pour les transformer en zone forestière en raison de leur utilisation actuelle, au nord, sur le haut du versant de la vallée, et à l'est de la voie de chemin de fer, où le site se présente en un versant escarpé;

Considérant ainsi, qu'une des alternatives de délimitation vise à inscrire des terrains actuellement repris en zone d'extraction au plan de secteur en zone d'espaces verts, au nord, dans la vallée de la Molinee; qu'il s'agit d'une exploitation abandonnée qui présente désormais des potentialités en termes de conservation de la nature;

Considérant que cette zone fait par ailleurs partie du couloir écologique de la vallée de la Molinee;

Considérant que l'affectation des autres parties de sites reprises à l'avant-projet de plan de secteur, en zone agricole et en zone forestière d'intérêt paysager sont confirmées par l'étude d'incidences;

Considérant qu'il s'indique de suivre cette analyse;

Considérant, en ce qui concerne le plan de secteur de Huy-Waremme que les sites visés sont actuellement inscrits en zones d'extraction au plan de secteur;

Considérant que l'avant-projet de plan de secteur de Huy-Waremme (planche 41/6) établi par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 porte sur l'inscription de deux zones d'espaces verts sur le territoire de la commune de Wanze (Moha);

Considérant que l'étude d'incidences précise à plusieurs reprises que ces deux zones constituent des sites réaménagés après exploitation; qu'elles n'offrent plus de possibilité d'exploitation; que leur superficie est par ailleurs peu significative au regard de la très importante zone d'extraction présente à Wanze (Moha);

Considérant que l'étude d'incidences décrit une partie des sites comme occupée par un massif forestier, des pelouses xérophiles calcicoles et de la végétation de dalles rocheuses, d'autres ayant fait l'objet de plantations récentes ou consistant en un plan d'eau ou en une zone humide; que les groupements forestiers et les pelouses sur calcaire constituent des habitats d'intérêt communautaires au sens de la Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

Considérant que l'étude d'incidences propose d'inscrire le site du Bois de Hama en zone forestière dont l'affectation correspondrait mieux aux réalités de terrain; que l'étude mentionne cependant que l'intérêt biologique du site postulerait une affectation en zone naturelle;

Considérant que le site du Bois de Hama est en partie repris dans un périmètre d'intérêt paysager délimité par l'étude ADESA; qu'un point de vue remarquable a également été localisé dans les environs en raison de la vue sur le "Rocher de la Marquise" et la "Roche aux Corneilles"; que l'étude ADESA recommande notamment de planter les talus de la carrière située sur le versant opposé de la Mehaigne;

Considérant que l'arrêté du 22 décembre 2005 justifie l'affectation proposée par le fait que les terrains ont été exploités et réaménagés et que le Gouvernement retient l'affectation de zone d'espaces verts telle qu'envisagée à l'avant-projet de plan de secteur en raison de la proximité des sites classés de la "Roche aux Corneilles" et du "Rocher de la Marquise";

Considérant que l'étude d'incidences mentionne la présence des sites classés précités et reconnaît l'intérêt de garantir un environnement naturel de qualité à leur proximité, mais n'examine pas le projet dans un contexte de protection paysagère des sites classés;

Considérant que le Gouvernement entend confirmer les objectifs qu'il a retenus dans son arrêté du 22 décembre 2005 de plus grande protection des sites classés de la "Roche aux Corneilles" et du "Rocher de la Marquise" et de leur contexte paysager, ainsi qu'une reconnaissance de l'intérêt des habitats biologiques reconnus, par l'inscription d'une zone d'espaces verts sur le site du Bois de Hama; que cette affectation est en outre plus adéquate au titre de transition végétale vis-à-vis de la zone d'extraction en exploitation comme le confirme l'étude d'incidences;

Considérant que l'étude d'incidences propose une alternative de délimitation par l'intégration, dans le périmètre soumis à révision de plan de secteur, de deux terrains boisés situés en zone d'extraction ainsi que d'un espace agricole; que les extensions proposées sont justifiées par le fait qu'elles confèreraient à la zone un périmètre plus cohérent et permettraient de protéger des zones boisées supplémentaires; qu'une partie des terrains proposés formerait en outre un dispositif naturel d'isolement entre les sites classés du "Rocher de la Marquise" et de la "Roche aux Corneilles" et la zone d'extraction en activité;

Considérant, par ailleurs, que le périmètre de la zone d'espaces verts retenue par l'avant-projet de plan de secteur est rectifié à l'est pour garantir le maintien d'un chemin d'exploitation à l'intérieur de la zone d'extraction;

Considérant que le Gouvernement estime cette extension du périmètre justifiée et qu'il convient de lui conférer une affectation identique à celle du site du Bois de Hama, soit une affectation en zone d'espaces verts; que la partie proposée en zone agricole est retenue;

Considérant que l'étude d'incidences décrit la végétation des groupements forestiers et pelouses sur calcaire du site dit "du Vallèche" comme des habitats d'intérêt communautaire au sens de la Directive 92/43/CEE susvisée, ainsi que par des plantations "artificielles de boisement"; que le site ne présente plus de possibilité d'extraction de gisement; que l'intérêt biologique élevé justifie une affectation en zone non destinée à l'urbanisation;

Considérant que l'étude d'incidences propose une alternative de délimitation au site dit "du Vallèche" consistant à étendre d'une part, la zone vers l'ouest pour englober une zone déjà exploitée et une superficie boisée, et d'autre part, la zone au sud-est pour y inclure un site réaménagé; que cette adaptation du périmètre de la révision du plan de secteur permettrait d'éviter de maintenir des terrains définitivement réaménagés en zone d'extraction entre le périmètre révisé et une zone forestière;

Considérant que l'étude d'incidences propose une affectation en zone naturelle pour le site dit "du Vallèche" en raison de la présence d'habitats d'intérêt communautaire au sens de la Directive 92/43/CEE;

Considérant que le Gouvernement partage les propositions présentées par l'étude d'incidences pour ce site;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 imposait à titre de compensation alternative à la SA Carmeuse de lui présenter pour signature dans des délais suffisants et en tout état de cause avant l'éventuelle adoption définitive de la révision partielle du plan de secteur de Philippeville-Couvin en vue de l'inscription d'une zone d'extraction à Florennes (Hemptinne) - un projet de bail emphytéotique de 50 ans renouvelable, ainsi qu'une convention par laquelle Carmeuse s'engage soit à verser une somme de 15.000 euros à la Division de la Nature et Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement pour lui permettre d'assurer la gestion du site de 20,08 ha dont Carmeuse est propriétaire sur le territoire de la commune de Huy (Ben-Ahin), constituant l'ancienne carrière de Mont de Goesnes, soit à assurer elle-même l'entretien du site conformément aux modalités établies par la Division de la Nature et des Forêts à concurrence du même montant;

Considérant que l'étude d'incidences confirme l'intérêt écologique du site par l'existence de divers habitats d'intérêt communautaire, dont certains habitats prioritaires au sens de la Directive 92/43/CEE, ainsi que par la présence d'espèces animales et végétales protégées, menacées ou intéressantes;

Considérant, eu égard aux résultats de l'étude d'incidences, que les présentes propositions répondent au prescrit de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du Code en ce qu'elles garantissent le maintien d'un équilibre territorial global entre la création d'une zone urbanisable et de zones non urbanisables, conformément à l'objectif de gestion parcimonieuse du sol visé à l'article 1^{er} du Code;

Considérant que la compensation alternative visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 portant sur le site de l'ancienne carrière de Mont de Goesnes, sur le territoire de la commune de Huy (Ben-Ahin) peut être considérée comme moins impérative et donc ne pas être retenue;

Considérant la situation existante de fait et de droit des terrains concernés et des alentours;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. La révision partielle de la planche 53/5 du plan de secteur de Philippeville-Couvin portant sur l'inscription d'une zone d'extraction sur le territoire de la commune de Florennes (Hemptinne), arrêtée provisoirement en date du 1^{er} avril 2004 est confirmée, conformément au plan ci-annexé.

Art. 2. La révision partielle des planches :

1^o 47/5 du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Sambreville (Falisolle), d'une zone agricole, d'une zone forestière et d'une zone naturelle sur le territoire de la commune de Fosses-la-Ville (Le Roux);

2^o 53/3 du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort en vue de l'inscription d'une zone agricole, d'une zone forestière d'intérêt paysager, d'une zone forestière et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune d'Anhée;

3^o 41/6 du plan de secteur de Huy-Waremme en vue de l'inscription d'une zone d'espaces verts, d'une zone agricole et d'une zone naturelle sur le territoire de la commune de Wanze (Moha),

est arrêtée conformément aux trois cartes ci-annexées.

Art. 3. Le Ministre du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 novembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[2008/200096]

22. NOVEMBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur vorläufigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans Philippeville-Couvin zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets in Florennes (Hemptinne), insofern er den Beschluss der Wallonischen Regierung vom 1. April 2004 bestätigt, und zur vorläufigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans Namur zwecks der Eintragung eines Grüngeländes auf dem Gebiet der Gemeinde Sambreville (Falisolle), eines Agrargebiets, eines Forstgebiets und eines Naturgebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Fosses-la-Ville (Le Roux), des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort zwecks der Eintragung eines Agrargebiets, eines Forstgebiets landschaftlichen Interesses, eines Forstgebiets und eines Grüngeländes auf dem Gebiet der Gemeinde Anhée und des Sektorenplans Huy-Waremme zwecks der Eintragung eines Grüngeländes, eines Agrargebiets und eines Naturgebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Wanze (Moha)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 32, 22, 23, 25, 41 und 42 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Juli 1990 zur Genehmigung der Errichtung des "Parc naturel des vallées de la Burdinale et de la Méhaigne";

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Januar 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. April 1980 zur Festlegung des Sektorenplans Philippeville-Couvin, insbesondere abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. Januar 1989, durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 1998 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. März 2002;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. November 1981 zur Festlegung des Sektorenplans Huy-Waremme, insbesondere abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 1996;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. Mai 1986 zur Festlegung des Sektorenplans Namur, insbesondere abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Januar 1997;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 27. Dezember 1999 zur Erklärung der Gemeinnützigkeit der Flurbereinigung der ländlichen Güter auf dem Gebiet der Gemeinden Cerfontaine (Gemarkung 5 Villers-Deux-Eglises), Florennes (Gemarkung 6 Hemptinne, Gemarkung 7 Saint-Aubin) und Philippeville (Gemarkung 1 Philippeville, Gemarkung 16 Jamiolle, Gemarkung 17 Jamagne) und zur Festlegung des Parzellenplans;

In Erwägung der Revision des Sektorenplans Philippeville-Couvin zur Eintragung eines Abbaugebiets von ca. 111 ha auf dem Gebiet der Gemeinde Florennes zwischen den Dörfern Hemptinne und Saint-Aubin;

In der Erwägung, dass das Gelände in einem Agrargebiet und in einem Forstgebiet im Sektorenplan eingetragen ist; dass das Gelände von einer Hochspannungslinie sowie einer dem NATO gehörenden Kanalisation zur Beförderung von Kohlenwasserstoffen durchquert wird;

In Erwägung der durch das Planungsbüro «Aquale-Ecofox Développement» erstellten hydro-geologischen Studie vom Mai 2003;

In der Erwägung, dass das Projekt auf die Gewinnung auf einem neuen Betriebsgelände von Kalksteinen mit hohem Gehalt an Karbonat, die hauptsächlich zur Herstellung von Kalk bestimmt sind, sowie auf den Abbau von Dolomit abzielt; dass die Behandlung vor Ort in der Vorbrechung und dem Sieben ohne Waschen und in der Übertragung mit der Eisenbahn ausschließlich, der Produkte nach dem Betriebssitz von Aisemont der SA Carmeuse bestehen würde;

In der Erwägung, dass das Projekt u.a. auf die Gewinnung von ca. 30 Millionen Tonnen purem Kalk in einem Rhythmus von ca. 1 550 000 T pro Jahr sowie von ca. 8 260 000 T, d.h. 400 000 T pro Jahr Kalk niedrigerer Qualität und von 9 290 000 T, d.h. 500 000 T pro Jahr Dolomit abzielt;

Aufgrund des am 3. Dezember 2001 erstellten Vorentwurfs des Sektorenplans;

Aufgrund der Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf des Sektorenplans, die von der gemäß Artikel 42 Absatz 4 des Gesetzbuches ordnungsgemäß zugelassenen Aktiengesellschaft "Pissart-Van der Stricht" durchgeführt worden ist;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die Revision des Sektorenplans angesichts des Folgenden für gerechtfertigt hält:

— anstehende Erschöpfung der Vorräte des Steinbruchs Aisemont infolge von großen geologischen Störungen, die die Bewirtschaftung der jenseits der Straße "route du Cimetière des Français" gelegenen 60 ha Abbaugelände gefährden;

— große Menge hochwertigen puren Kalks des Vorkommens von Hemptinne, die insbesondere mit der Schichtleistung verbunden ist;

— Möglichkeit der Beförderung der Materialien nach Aisemont mit der Eisenbahn;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung zwei wichtige Auswirkungen hervorhebt, nämlich die Auswirkungen auf die Landwirtschaft und die Effekte der Trockenlegung;

In der Erwägung, dass das Trockenlegungswasser nach die Grundwasserleitschichten (Anreicherung) geleitet, abgeleitet oder einem Versorger aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser abgetreten werden kann;

In der Erwägung, dass in diesem Hinblick die Umweltverträglichkeitsprüfung, die die Schlussfolgerungen der vom Planungsbüro «Aquale-Ecofox Développement» durchgeführten hydrogeologischen Studie aufnimmt, mit Recht eine Verwertung des Trockenlegungswassers empfiehlt, um eine Absenkung des Grundwassers zu vermeiden, die zur Verminderung der für die öffentliche Versorgung verfügbaren Wasservolumen führen könnte;

In der Erwägung, dass sich das Projekt auf Grundstücken entwickeln würde, die einen hohen agronomischen Wert aufweisen und teilweise im dem Ministerialerlass vom 27. Dezember 1999 zur Erklärung der Gemeinnützigkeit der Flurbereinigung der ländlichen Güter auf dem Gebiet der Gemeinden Cerfontaine (Gemarkung 5 Villers-Deux-Eglises), Florennes (Gemarkung 6 Hemptinne, Gemarkung 7 Saint-Aubin) und Philippeville (Gemarkung 1 Philippeville, Gemarkung 16 Jamiolle, Gemarkung 17 Jamagne) und zur Festlegung des Parzellenplans als Anlage beigefügten Parzellenplan aufgenommen sind;

In der Erwägung, dass die Flurbereinigung in der Neuverteilung von Ländereien besteht, mit dem Ziel einer vernünftigeren und rentableren Nutzung landwirtschaftlicher Güter;

In der Erwägung, dass eine Flurbereinigung somit nicht auf den Schutz der landwirtschaftlichen Funktion vor anderen Nutzungen des Geländes abzielt; dass die flurbereinigten Ländereien eigentlich nicht einem besonderen Schutz unterworfen sind, bis auf das Vorkaufsrecht der Wallonischen Region;

Dass infolgedessen die vorliegende Revision den Beschluss vom 27. Dezember 1999 über die Gemeinnützigkeit der Flurbereinigung und zur Festlegung eines Parzellenplans in Anwendung des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung ländlicher Güter, nicht beeinträchtigt;

Dass der Entwurf zur Revision des Sektorenplans zwölf landwirtschaftliche Anwesen im südöstlichen Teil des Geländes, der in dem Umkreis der Flurbereinigung aufgenommen ist, in unterschiedlichem Ausmaß betrifft, von denen vier erheblicher betroffen wären;

Dass diese Auswirkung jedoch angesichts der günstigen Folgen auf die wirtschaftliche Tätigkeit und der mit dem Fortbestand des Erzeugungsstandorts von Aisemont verbundenen Beschäftigung zu relativieren ist;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung ebenfalls den Nachdruck auf die variablen Auswirkungen legt, die die Abbautätigkeit auf die Nachbarwohnviertel haben könnte;

— das Dorf Hemptinne, das am nächsten vom Umkreis gelegen ist, wird hauptsächlich dem Lärm der Sprengungen ausgesetzt, der schwer zu reduzieren ist;

— das Dorf Saint-Aubin ist genug entfernt vom Abbaustandort, um keine bedeutenden Belästigungen zu erleiden;

In Erwägung der landschaftlichen Auswirkungen der Entstehung eines der Abbautätigkeit vorbehaltenen Geländes; dass diese Auswirkungen jedoch mehr mit der Bildung der angrenzenden Schutzwälle als mit der Sichtbarkeit der eigentlichen Steingrube verbunden wären;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die Wahl einer Abgrenzungsalternative für den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans vorschlägt; dass diese Alternative die Eintragung eines Abbaugeländes von ungefähr 122 ha östlich der "rue de la Bataille" ausschließlich betreffen würde, um die Lagerung von taubem Gestein in der Talmulde des Bachs Hubiessau zu vermeiden, und in der Ausdehnung des für das Abbaugelände bestimmten Umkreises nach dem Nordosten in Richtung des Dorfs Saint-Aubin bestehen würde, wo ein Schutzwall gebaut wäre, der später mit der Agrartätigkeit wiederverwendet werden könnte;

In der Erwägung, dass diese Abgrenzungsalternative, wie in der Umweltverträglichkeitsprüfung hervorgehoben wird, und aus den in dieser Studie aufgeführten Gründe das Folgende erlaubt:

— Vermeidung einer Belästigung der Talmulde des Bachs Hubiessau;

— Konzentration der Belästigungen (Behandlungs- und Lagerungseinrichtungen für taubes Gestein) und Beförderung des tauben Gesteins nach den Lagerungsorten über Transportband;

— Beibehaltung eines Zugangs ab dem Dorf Hemptinne zu den Agrargeländen, die jenseits der Eisenbahnlinie gelegen sind;

— Verringerung der Belästigungen, die dem Viertel "Franc Bois" durch die Handhabung von taubem Gestein verursacht worden wären (Lärm, Staub);

— keine Verlegung der Kanalisation der NATO;

— einheitlicherer Charakter für das Betriebsgelände;

In der Erwägung, dass auch wenn diese Alternative dazu führt, dass 122 ha anstatt der ursprünglichen 111 ha im Sektorenplan revidiert werden, sie auch zur Folge hat, dass weniger hochwertige Agrarländer verbraucht werden;

In der Erwägung, dass diese Alternative eine zügige Wiederverwendung für landwirtschaftliche Tätigkeiten der Brauerei über eine Fläche von 20 ha erlaubt; dass diese Erde den Bau eines Schutzwalls nordöstlich des Betriebs in Richtung des Dorfs Saint-Aubin ermöglichen würde;

In der Erwägung, dass die Alternative jedoch zeitweilige Belästigungen für das Dorf Saint-Aubin während der Periode des Abraums und der Bildung des Schutzwalls, der später für die Wiederverwendung zu landwirtschaftlichen Zwecken nordöstlich des Abbaugeländes bestimmt ist, verursachen würde; dass diese Belästigungen also zeitlich begrenzt sind; dass sie durch Bedingungen, mit welcher die Genehmigung verknüpft wäre, ausgeglichen werden können;

In der Erwägung, dass angesichts der relativen Vor- und Nachteile des Vorentwurfs und dessen in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen Abgrenzungsalternative die Wallonische Regierung erachtet, dass diese Alternative zu wählen ist;

In Erwägung des Gutachtens der "Société wallonne des Eaux" (Wallonische Wassergesellschaft) vom 11. März 2004;

In Erwägung des Gutachtens der Generaldirektion der Landwirtschaft vom 26. Februar 2004;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. April 2004 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Philippeville-Couvin zwecks der Eintragung eines Abbaugeländes in Florennes (Hemptinne);

In der Erwägung, dass die Bestimmungen des Artikels 46 § 1 Absatz 2³, abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005 jetzt voraussetzen, dass die am 1. April 2004 vorläufig verabschiedete Eintragung der 122 Hektar eines Abbaugeländes dadurch global ausgeglichen werden kann, dass bestehende, für die städtebauliche Entwicklung bestimmte Gebiete gleichwertig in Gebiete umgewandelt werden, die nicht für die städtebauliche Entwicklung bestimmt sind, oder durch jegliche von der Regierung festgelegte alternative Ausgleichsmaßnahme;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2005, durch den beschlossen wird, die Sektorenpläne von Namur, Dinant-Ciney-Rochefort und Huy-Waremme einer Teilrevision zu unterziehen und zur Annahme deren Vorentwurf im Hinblick auf die Festsetzung von Ausgleichsmaßnahmen, die mit der Annahme des Projekts zur Revision des Sektorenplans Philippeville-Couvin zur Eintragung eines Abbaugeländes in Florennes (Hemptinne) verbunden sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Oktober 2006, durch den beschlossen wird, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf einer Teilrevision der Sektorenpläne von Namur, Dinant-Ciney-Rochefort und Huy-Waremme im Hinblick auf die Festsetzung von Ausgleichsmaßnahmen, die mit der Annahme des Projekts des Sektorenplans Philippeville-Couvin zur Eintragung eines Abbaugebiets in Florennes (Hemptinne) verbunden sind;

Aufgrund des am 26. September 2006 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung;

Aufgrund der Umweltverträglichkeitsprüfung über die Vorentwürfe des Sektorenplanes und die Ausgleichsmaßnahmen, die von der gemäß Artikel 42 des Gesetzbuches ordnungsgemäß zugelassenen Aktiengesellschaft "Pissart-Van der Stricht" durchgeführt worden ist;

Aufgrund des Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung vom 25. Oktober 2007;

In der Erwägung, dass es Teil der Umweltverträglichkeitsprüfung ist, die Auswirkungen der vorgeschlagenen Vorentwürfe und Ausgleichsmaßnahmen im Hinblick auf Artikel 1 und 46 des Gesetzbuches zu überprüfen; dass diese Beurteilungen die schonende Benutzung des Bodens betreffen; dass diese nachstehend erwähnt werden;

In der Erwägung, dass was die vorgeschlagenen Vorentwürfe und Ausgleichsmaßnahmen betrifft, die Umweltverträglichkeitsprüfung erachtet, dass diese nicht zur Verstädterung bestimmte Flächen betreffen und deswegen den Zielen des Entwicklungsplans des regionalen Raums und des Umweltplans für die nachhaltige Entwicklung entgegenkommen;

In der Erwägung, dass diese Vorentwürfe und Ausgleichsmaßnahmen die Bewahrung der landwirtschaftlichen Nutzfläche, und im weiteren Sinne den Schutz der nicht verstädterbaren Gebiete, die Erhaltung der Böden mit guter agronomischer Qualität, die Strukturierung des regionalen Raums bezwecken;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung schlussfolgert, dass die vorgeschlagenen Vorentwürfe und Ausgleichsmaßnahmen zur Dynamik einer Verstärkung von nicht zur Verstädterung bestimmten Gebiete beitragen, insbesondere im Falle der Eintragung von neuen Grün-, Natur- und Forstgebieten, und für die Bildung oder die Entwicklung einer ökologischen Struktur günstige Achsen mit ökologischen Interesse verstärken oder entwickeln;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigt, dass die vorgeschlagenen Vorentwürfe und Ausgleichsmaßnahmen, was die Eintragung in den Sektorenplänen von nicht zur Verstädterung bestimmten Gebieten betrifft, eine positive Auswirkung auf den Lebensrahmen und die natürliche Umwelt aufweisen;

In der Erwägung, dass die Abschaffung von Abbaugebieten die Verringerung oder die Beseitigung von potentiellen Belästigungen und die Bewahrung von Geländern, die in biologischer Hinsicht interessant sind oder solche Potentialitäten aufweisen, erlaubt;

In der Erwägung, dass in seinen am 25. Oktober 2007 geäußerten Bemerkungen der Regionalausschuss für Raumordnung sich mit den Vorschlägen der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich der Abgrenzung und der Zweckbestimmung der Gebiete der genannten Vorentwürfe und Ausgleichsmaßnahmen für einverstanden erklärt; dass was den Sektorenplan Namur betrifft, auf dem Gebiet der Gemeinde Fosses-la-Ville, er jedoch die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2005 vorgeschlagene Zweckbestimmung, nämlich das Agrargebiet, befürwortet, um das Gelände "Ferme de la Belle-Motte" zu bewahren; dass er ebenfalls erachtet, dass die Erhöhung der Flächen für die in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen jetzt die Verwendung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2005 erwähnten alternativen Ausgleichsmaßnahmen nicht mehr so zwingend macht;

In der Erwägung, dass was den Sektorenplan Namur anbelangt, das betroffene Gelände auf dem Gebiet der Gemeinde Sambreville (Falisolle) zur Zeit in einem Abbaugebiet im Sektorenplan eingetragen ist; dass das Gelände nicht bewirtschaftet sondern aufgeschüttet ist;

In der Erwägung, dass der durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2005 aufgestellte Vorentwurf des Sektorenplans Namur (Karte 47/5) die Eintragung eines Grüngeländes auf dem Gebiet der Gemeinde Sambreville (Falisolle) betrifft, und dass diese dadurch begründet wird, dass die Grundstücke eine Halde bilden, die zu Abbauzwecken nicht mehr benutzt wird;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die Eintragung dieses Grüngeländes auf dem Gebiet der Gemeinde Sambreville (Falisolle) bestätigt, insbesondere weil das Gelände kein Interesse mehr für die Abbautätigkeit aufweist und wegen der Vegetation, die die durch den Steinbruch veränderten und teilweise steil abfallenden Gelände kolonisiert hat;

In der Erwägung, dass die Regierung die Zweckbestimmung als Grüngelände also bestätigt;

In der Erwägung, dass die betroffenen Gebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Fosses-la-Ville (Le Roux) zur Zeit im Sektorenplan in Abbaugeländen eingetragen sind;

In der Erwägung, dass der durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2005 aufgestellte Vorentwurf des Sektorenplans Namur (Karte 47/5) die Eintragung eines Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Fosses-la-Ville (Le Roux) betrifft; dass ein beinahe 50 ha großes Abbaugebiet westlich der Straße "de la Belle Motte" im Sektorenplan beibehalten wird;

In der Erwägung, dass diese betroffenen Grundstücke heutzutage nicht durch eine Abbautätigkeit betroffen sind und den Gegenstand einer solchen Bewirtschaftung nicht gebildet haben;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigt, dass diese Grundstücke zur Zeit hauptsächlich zu landwirtschaftlichen Zwecken benutzt werden;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung erachtet wird, dass was die Grundstücke betrifft, deren Zweckbestimmung abgeändert wäre, und die einerseits nördlich vom beibehaltenen Abbaugebiet am Ort genannt "Belle Motte" und andererseits südlich dieses Abbaugeländes in Richtung des Dorfs Le Roux gelegen sind, wenn sich das zur Herstellung von Kalk benutzbare Kalkvorkommen des Typs V2a wegen der im Vorkommen entdeckten bedeutenden geologischen Störungen bis zu diesen Stellen nicht erstreckt, es dem Grundsatz der schonenden Benutzung der Bodenschätze widerlaufen würde, wenn auf jede Möglichkeit der Gewinnung des V2a Vorkommens in dem im Sektorenplan beibehaltenen Abbaugebiet verzichtet wird; dass der Autor erwähnt, dass das V2a Vorkommen nämlich ein Kalkvorkommen mit hohem Gehalt an CaCO₃ ist, was ein hochwertiges, in Sparten mit großem Mehrwert benutztes Material ist;

In der Erwägung, dass die Entwicklung einer Abbautätigkeit eine ausreichende Bodenverfügbarkeit für die Erschließung eines Geländes, für die Niederlassung von Anlagen oder für die Lagerung von Abraumerde oder von taubem Gestein voraussetzt;

In der Erwägung, dass die Beibehaltung eines kleinen schwerzugänglichen Agrargebiets nördlich vom Agrargebiet von der "Ferme de la Belle Motte" nicht erlaubt, die Dauerhaftigkeit des landwirtschaftlichen Betriebs an diesem Ort zu garantieren; dass dieses Agrargebiet außerdem zwischen bewaldeten Zonen und dem Abbaugelände umschlossen wäre;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung davon schlussfolgert, dass die Beibehaltung eines Abbaugeländes jenseits der "rue de la Belle Motte" gerechtfertigt ist; dass seine Bewirtschaftung technisch nicht endgültig ausgeschlossen werden kann;

In der Erwägung jedoch, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung empfiehlt, die Gebäude der "Ferme de la Belle Motte", die im Denkmalverzeichnis Belgiens aufgenommen ist, zu schützen; dass in den Alternativen für die Durchführung, eine zusätzliche Vorschrift im Sinne von Artikel 41 des Gesetzbuches, die ebenfalls zur Vermeidung eventueller Veränderungen des Bodenreliefs und der mit einer Abbautätigkeit verbundenen Lagerungen bestimmt ist, vorgeschlagen wird;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung eine kartographische Darstellung des Perimeters der besagten vorgeschlagenen Vorschrift vorschlägt;

In der Erwägung, dass in ihren alternativen Vorschlägen, die Umweltverträglichkeitsprüfung vorschlägt, dass ein Teil des Abbaugeländes, der ganz südwestlich des in der "Ferme de la Belle Motte" beibehaltenen Abbaugeländes gelegen ist, als Naturgebiet eingetragen wird, um die Rolle einer Pufferzone zwischen dem Abbaugelände und dem Natura 2000 Gebiet BE32024 zu spielen;

In der Erwägung, dass es Anlass besteht, diesen Vorschlägen zur Beibehaltung der Abbaugelände nördlich und südlich des nicht abgeänderten Abbaugeländes stattzugeben;

In der Erwägung für das Rest, dass es Anlass besteht, das Gelände der "Ferme de la Belle Motte" zu schützen, indem die im Vorentwurf des Sektorenplans erwähnte Eintragung als Agrargebiet nach dem in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgestellten Schutzgebiet und gemäß dem Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung bestätigt wird;

In der Erwägung, dass die Zweckbestimmung als Agrargebiet an diesem Ort mit dem nördlich des Gebiets gelegenen militärischen Friedhof "Cimetière militaire des Français" besser vereinbar ist; dass es infolgedessen Anlass besteht, die vorerwähnte zusätzliche Vorschrift nicht zu wählen;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung schlussfolgert, dass der Wald "Bois de Templemont" kein besonderes Interesse in biologischer Hinsicht sondern mit dem kalkhaltigen Unterboden und Boden verbundenen Potentialitäten aufweist; dass sie die Eintragung dieses Waldes angesichts seiner heutigen tatsächlichen Lage eher als Forstgebiet als Grüngebiet vorschlägt; dass das Gelände im Norden und im Westen von einem Forstgebiet und im Süden von einem Natura 2000-Gebiet umrandet ist; dass die Beibehaltung des Gebiets als Abbaugelände angesichts des schwierigen Zugangs wenig interessant ist;

In der Erwägung, dass es zweckmäßig ist, dem Vorschlag der alternativen Zweckbestimmung des "Bois de Templemont" als Forstgebiet stattzugeben;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung vorschlägt, dass das südlich des "Bois du Templemont" gelegene Natura 2000 Gebiet BE32024, das in einem ehemaligen Steinbruch besteht, ebenfalls Gegenstand einer Revision des Sektorenplans bildet;

In der Erwägung, dass in den Abgrenzungsalternativen die Umweltverträglichkeitsprüfung vorschlägt, den Umkreis der Revision des Sektorenplans auf dieses Natura 2000 Gebiet sowie auf zwei Gebiete außerhalb des Natura 2000 Gebiets auszudehnen;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung ebenfalls vorschlägt, dass diese Gebiete einen Abschirmstreifen zwischen dem Abbaugelände und dem Natura 2000 Gebiet bilden; dass es Anlass besteht, diesen Umkreis als Naturgebiet einzutragen;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, diesen Vorschlägen zu folgen;

In der Erwägung, dass, was den Sektorenplan Dinant-Ciney-Rochefort betrifft, die von dem Vorentwurf betroffenen Gelände zur Zeit im Sektorenplan als Abbaugelände eingetragen sind;

In der Erwägung, dass der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2005 aufgestellte Vorentwurf des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort (Karte 53/3) die Eintragung eines Agrargebiets und eines Forstgebiets von landschaftlichem Interesse auf dem Gebiet der Gemeinde Anhée betrifft;

In der Erwägung, dass diese Grundstücke heutzutage nicht durch eine Abbautätigkeit bewirtschaftet werden und den Gegenstand einer solchen Bewirtschaftung nicht gebildet haben;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung angibt, dass die betroffenen Parzellen zur Zeit zu landwirtschaftlichen Zwecken benutzt werden oder bewaldete Zonen bilden;

In der Erwägung, dass laut der Umweltverträglichkeitsprüfung die Abbaufrente in der geologischen Formation von Lives (V2B) liegt, die sogar für das Mischgut als wenig interessant gilt, weil sie Kieselsäure und manchmal Pyrit enthält; dass daraus schlussgefolgert wird, dass die betroffene geologische Formation und das Vorhandensein in der Wallonischen Region von anderen Abbaugeländen, die die Herstellung von Mischgut erlauben, die Frage der schonenden Benutzung der Bodenschätze weniger akut machen;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung in den in Betracht gezogenen Alternativen eine Ausdehnung nach dem Norden bis zur Eisenbahnlinie der einer Revision zu unterziehenden Gebiete des Sektorenplans, auf Geländen, die zur Zeit im Sektorenplan als Abbaugelände eingetragen sind, vorschlägt; dass diese Ausdehnung durch das geringe Interesse, das die teilweise bewirtschafteten und danach aufgegebenen geologischen Bodenschätze aufweisen, und durch den ökologischen Wert des Tals der Molignée begründet ist;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung vorschlägt, den bewaldeten Hängen, die nicht abgebaut wurden und auf steilen abfallenden Seiten des Tals der Molignée gelegen sind, die Zweckbestimmung als Forstgebiet zu geben;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung andererseits zwei Anpassungen der Zweckbestimmung des im Vorentwurf zum Sektorenplan als Agrargebiet eingetragenen Gebiets vorschlägt, um sie wegen ihrer heutigen Benutzung im Norden auf dem oberen Teil des Talhangs und im Osten der Eisenbahnlinie, wo das Gelände einen steil abfallenden Abhang aufweist, in ein Forstgebiet umzuwandeln;

In der Erwägung, dass eine der Abgrenzungsalternativen darauf abzielt, heute im Sektorenplan als Abbaugelände eingetragene Gelände im Norden im Tal der Molignée als Grüngebiete einzutragen; dass es um einen aufgegebenen Betrieb geht, der heute Potenzialitäten im Bereich der Naturerhaltung aufweist;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet außerdem zur ökologischen Schneise des Tals der Molignée gehört;

In der Erwägung, dass die Zweckbestimmung der anderen im Vorentwurf des Sektorenplans aufgenommenen Geländeteile als Agrar- und Forstgebiet von landschaftlichem Interesse durch die Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigt wird;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, dieser Analyse zu folgen;

In der Erwägung, dass, was den Sektorenplan Huy-Waremme betrifft, die betroffenen Gelände zur Zeit im Sektorenplan als Abbaugelände eingetragen sind;

In der Erwägung, dass der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2005 aufgestellte Vorentwurf des Sektorenplans Huy-Waremme (Karte 41/6) die Eintragung von zwei Grüngebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Wanze (Moha) betrifft;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung mehrmals angibt, dass diese beiden Gebiete nach dem Betrieb neugestaltet wurden; dass sie keine Bewirtschaftungsmöglichkeiten mehr anbieten; dass ihre Fläche übrigens unbedeutend im Vergleich mit dem sehr großen Abbaugelände von Wanze (Moha) ist;

In der Erwägung, dass laut ihrer Beschreibung in der Umweltverträglichkeitsprüfung ein Teil der Gelände mit einem Waldgebiet, kalkliebenden xerophilen Wiesen und Felsplattenvegetation bedeckt ist; dass Andere vor kurzem bepflanzt wurden oder in einer Wasserfläche oder einem Feuchtgebiet bestehen; dass die Forstbetriebsgemeinschaften und die Kalkwiesen Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse im Sinne der Richtlinie 92/43/EWG vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen sind;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung vorschlägt, das Gelände des "Bois de Hama" als Forstgebiet einzutragen, dessen Zweckbestimmung der Sachlage besser entsprechen würde; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung jedoch angibt, dass das biologische Interesse des Geländes für eine Zweckbestimmung als Naturgebiet eher spricht;

In der Erwägung, dass das Gelände des "Bois de Hama" teilweise in einem durch die Studie ADESA abgegrenzten Umkreis von landschaftlichem Interesse liegt; dass eine Zone mit bemerkenswertem Ausblick in der Nähe wegen des Blicks auf das "Rocher de la Marquise" und die "Roche aux Corneilles" lokalisiert wurde; dass die Studie ADESA u.a. empfiehlt, die Böschungen auf der gegenüberliegenden Seite der Mehaigne zu bepflanzen;

In der Erwägung, dass die vorgeschlagene Zweckbestimmung im Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2005 dadurch begründet wird, dass die Grundstücke ausgebeutet und neugestaltet wurden, und dass die Regierung die Zweckbestimmung eines Grüngebiets, so wie sie im Vorentwurf des Sektorenplans in Betracht gezogen wird, aus Gründen der unmittelbaren Nähe der geschützten Gebiete "Roche aux Corneilles" und "Rocher de la Marquise" in Aussicht nimmt;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung das Vorhandensein der vorerwähnten unter Schutz gestellten Landschaften erwähnt, und anerkennt, dass es zweckmäßig ist, eine natürliche und hochwertige Umgebung in deren Nähe zu garantieren, das Projekt jedoch nicht im Hinblick auf den Landschaftsschutz der geschützten Gebiete untersucht wurde;

In der Erwägung, dass die Regierung die in ihrem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2005 aufgenommenen Zielsetzungen zum besseren Schutz der geschützten Landschaften der "Roche aux Corneilles" und des "Rocher de la Marquise" und deren landschaftlichen Zusammenhangs sowie eine Anerkennung des Interesses der anerkannten biologischen Lebensräume durch die Eintragung eines Grüngebiets auf dem Gelände des "Bois de Hama" bestätigen will; dass diese Zweckbestimmung außerdem als pflanzliche Übergangszone zum bewirtschafteten Abbaugelände geeigneter ist, sowie dies in der Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigt wird;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung eine Abgrenzungsalternative durch die Eingliederung von zwei in einem Abbaugelände gelegenen bewaldeten Geländern sowie einer Agrarfläche in den einen Revision zu unterziehenden Umkreis vorschlägt; dass die vorgeschlagenen Ausdehnungen dadurch begründet werden, dass sie den Umkreis des Gebiets kohärenter machen und den Schutz von zusätzlichen bewaldeten Zonen ermöglichen würden; dass ein Teil der vorgeschlagenen Gelände außerdem einen natürlichen Abschirmstreifen zwischen den geschützten Landschaften "Rocher de la Marquise" und "Roche aux Corneilles" und dem zur Zeit bewirtschafteten Abbaugelände bilden würden;

In der Erwägung außerdem, dass der Umkreis des im Vorentwurf des Sektorenplans gewählten Grüngebiets im Osten berichtigt wird, um die Beibehaltung eines Betriebswegs innerhalb des Abbaugeländes zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Regierung der Ansicht ist, dass die Ausdehnung dieses Umkreises gerechtfertigt ist, und dass es Anlass besteht, ihm die gleiche Zweckbestimmung als diejenige des Gebiets "Bois de Hama", nämlich die Zweckbestimmung als Grüngebiet zu verleihen; dass der als Agrargebiet vorgeschlagene Teil angenommen wird;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die Vegetation der Forstbetriebsgemeinschaften und Kalkwiesen des Geländes "du Vallèche" als Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse im Sinne der vorerwähnten Richtlinie 92/43/EWG sowie als "künstliche Waldanpflanzungen" beschreibt; dass das Gelände keine Abbaumöglichkeit des Vorkommens mehr anbietet; dass das hohe biologische Interesse eine Zweckbestimmung als nicht zur Verstärkung bestimmtes Gebiet rechtfertigt;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung eine Abgrenzungsalternative für das Gebiet "du Vallèche" vorschlägt, und dass diese Alternative darin besteht, das Gebiet nach dem Westen auszudehnen einerseits, um ein schon bewirtschaftetes Gebiet und eine bewaldete Zone einzugliedern, und das Gebiet nach dem Südosten andererseits auszudehnen, um ein neugestaltetes Gebiet einzugliedern; dass diese Anpassung des Umkreises des Sektorenplans erlauben würde, zwischen dem abgeänderten Umkreis und einem Forstgebiet endgültig neugestaltete Gelände als Abbaugelände beizubehalten;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung eine Zweckbestimmung als Naturgebiet für das "du Vallèche" genannte Gebiet angesichts des Vorhandenseins von Lebensräumen von gemeinschaftlichem Interesse im Sinne der Richtlinie 92/43/EWG vorschlägt;

In der Erwägung, dass die Regierung sich den durch die Umweltverträglichkeitsprüfung vorgestellten Vorschlägen anschließt;

In der Erwägung, dass durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2005 der "SA Carmeuse" als alternative Ausgleichsmaßnahme auferlegt wurde, dass sie dieser innerhalb ausreichender Fristen - und unter allen Umständen vor der eventuellen endgültigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Philippeville-Couvin zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets in Florennes (Hemptinne) - einen Entwurf des erneuerbaren Erbpachtvertrags von 50 Jahren, sowie eine Vereinbarung, durch die sich "Carmeuse" verpflichtet, entweder der Abteilung Natur und Forstwesen einen Betrag von 15.000 Euro zu überweisen, damit diese die Verwaltung des Geländes von 20,08 ha, das "Carmeuse" auf dem Gebiet der Gemeinde Huy (Ben-Ahin) besitzt, und das in dem ehemaligen Steinbruch von Mont de Goesnes besteht, gewährleisten kann, oder selber den Unterhalt des Gebiets gemäß den von der Abteilung Natur und Forstwesen festgesetzten Modalitäten in Höhe des gleichen Betrags zu übernehmen, zur Unterzeichnung vorlegt.

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung das ökologische Interesse des Geländes durch das Vorhandensein von verschiedenen Lebensräumen von gemeinschaftlichen Interesse, von denen manche prioritäre Lebensräume im Sinne der Richtlinie 92/43/EWG sind, sowie durch das Vorhandensein von geschützten, bedrohten oder interessanten Tier- oder Pflanzenarten bestätigt;

In der Erwägung aufgrund der Ergebnisse der Umweltverträglichkeitsprüfung, dass die vorliegenden Vorschläge den Bestimmungen von Artikel 46 § 1 Absatz 2 3° des Gesetzbuches entsprechen, da sie die Beibehaltung eines globalen territorialen Gleichgewichts zwischen der Schaffung von einem zur Verstädterung bestimmten Gebiet und von nicht Verstädterung bestimmten Gebieten gemäß der in Artikel 1 des Gesetzbuches erwähnten Zielsetzung einer schonende Bodenbenutzung garantieren;

In der Erwägung, dass der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2005 erwähnte alternative Ausgleich bezüglich des Geländes des ehemaligen Steinbruchs "Mont de Goesnes" auf dem Gebiet der Gemeinde Huy (Ben Ahin) als weniger dringend betrachtet und also nicht gewählt werden kann;

In der Erwägung der Sach- und Rechtslage der betroffenen Gelände und der Umgebung;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die am 1. April 2004 vorläufige verabschiedete Teiländerung der Karte 53/5 des Sektorenplans Philippeville-Couvin zur Eintragung eines Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Florennes (Hemptinne) wird gemäß dem beiliegenden Plan bestätigt.

Art. 2 - Die Teilrevision der Karten:

1° 47/5 des Sektorenplans Namur zwecks der Eintragung eines Grüngelands auf dem Gebiet der Gemeinde Sambreville (Falisolle), eines Agrargebiets, eines Forstgebiets und eines Naturgebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Fosses-la-Ville (Le Roux);

2° 53/3 des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort zwecks der Eintragung eines Agrargebiets, eines Forstgebiets und eines Landschaftsinteresses, eines Forstgebiets und eines Grüngelands auf dem Gebiet der Gemeinde Anhée;

3° 41/6 des Sektorenplans Huy-Waremme zwecks der Eintragung eines Grüngelands, eines Agrargebiets und eines Naturgebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Wanze (Moha),

wird gemäß den drei beigefügten Karten verabschiedet.

Art. 3 - Der Minister der räumlichen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. November 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[2008/200096]

22 NOVEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin met het oog op de opneming van een ontginningsgebied te Florennes (Hemptinne) voorzover het de beslissing bevestigt van de Waalse Regering van 1 april 2004 en tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Namen met het oog op de opneming van een groengebied op het grondgebied van de gemeente Sambreville (Falisolle), een landbouwgebied, een bosgebied en een natuurgebied op het grondgebied van de gemeente Fosses-la-Ville (Le Roux), van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort met het oog op de opneming van een landbouwgebied, een landschappelijk waardevol bosgebied, een bosgebied en een groengebied op het grondgebied van de gemeente Anhée en van het gewestplan Hoei-Borgworm met het oog op de opneming van een groengebied, een landbouwgebied en een natuurgebied op het grondgebied van de gemeente Wanze (Moha)

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 22, 23, 25, 32 tot 41 en 42 tot 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan goedgekeurd door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 juli 1990 houdende goedkeuring van de oprichting van het natuurpark van de valleien van de Burdinale en de Méhaigne;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 januari 1979 tot opstelling van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 april 1980 tot oprichting van het gewestplan Philippeville-Couvin, inzonderheid gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 januari 1989, bij het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 1998 en bij het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 november 1981 tot opstelling van het gewestplan Hoei-Borgworm, inzonderheid gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 mei 1986 tot opstelling van het gewestplan Namen, inzonderheid gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 1997;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 december 1999 waarbij het openbaar nut wordt uitgevaardigd van de ruilverkaveling van landelijke goederen gelegen op het grondgebied van de gemeenten Cerfontaine (vijfde afdeling Villers-Deux-Eglises), Florennes (zesde afdeling Hemptinne, zevende afdeling Saint-Aubin) en Philippeville (eerste afdeling Philippeville, zestiende afdeling Jamiolle, zeventiende afdeling Jamagne) en waarbij het perceelplan wordt vastgesteld;

Gelet op de herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin vastgelegd door de Regering op 3 december 2001 en met betrekking tot de opnemings van een ontginningsgebied, ong. 111 ha groot, op het grondgebied van de gemeente Florennes, tussen de dorpen Hemptinne en Saint-Aubin;

Overwegende dat de locatie op het gewestplan opgenomen is als landbouwgebied en bosgebied; dat er een hoogspanningslijn en een leiding voor het transport van koolwaterstof, NAVO-eigendom, dwars door dat gebied lopen;

Gelet op het hydrogeologisch onderzoek van het ingenieursbureau « Aqual-Ecofox Développement », in mei 2003;

Overwegende dat het project de ontginning beoogt, op een nieuwe ontginningsplaats, van kalkhoudende rotsgesteenten met een hoog carbonaatgehalte, hoofdzakelijk bestemd voor de aanmaak van kalk, evenals de ontginning van dolomiet; dat de behandeling ter plaatse erin zou bestaan, een primaire verbrijzeling uit te voeren en de stenen ongewassen te zeven, alsmede de producten enkel per trein te vervoeren naar de bedrijfszetel van de SA Carmeuse, in Aisemont;

Overwegende dat het project meer bepaald de ontginning beoogt van ongeveer 30 000 000 t zuivere kalksteen (V2a) tegen een ritme van ongeveer 1 550 000 t per jaar, en ongeveer 8 260 000 t, namelijk 400 000 t per jaar, minder kwaliteitsvol kalksteen en 9 290 000 t, namelijk 500 000 t per jaar, dolomiet;

Gelet op het effectenonderzoek betreffende het voorontwerp van gewestplan uitgevoerd door de NV Pissart-Van der Stricht, behoorlijk erkend overeenkomstig artikel 42, lid 4, van het Wetboek;

Overwegende dat het effectenonderzoek de herziening van het gewestplan verantwoord acht gelet op :

— de nakende uitputting van de reserves van de steengroeve van Aisemont wegens de aanzienlijke geologische storingen die de uitbating van 60 ha ontginningsgebied, gelegen aan de andere kant van de "route du Cimetière des Français" bemoeilijkt;

— de hoeveelheid zuivere kalksteen van hoge kwaliteit van de afzetting van Hemptinne, meer bepaald daar het een krachtige laag betreft;

— de mogelijkheid om de stof via het spoor te vervoeren tot in Aisemont;

Overwegende dat het effectenonderzoek de nadruk legt op twee belangrijke effecten, namelijk op de landbouw en op de bemaling;

Overwegende dat het bemalingswater weer in de waterlagen kan worden gepompt, dat het afgevoerd of afgestaan kan worden aan een verdeler krachtens het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water;

Overwegende dat het effectenonderzoek, dat de conclusies van het hydrogeologisch onderzoek van het ingenieursbureau « Aqual-Ecofox Développement » overneemt, desbetreffend een valorisering aanbeveelt van het bemalingswater om te voorkomen dat de grondwaterspiegel verlaagt, wat kan leiden tot een vermindering van het watervolume dat beschikbaar is voor de openbare verdeling;

Overwegende dat het project tot stand komt op gronden die een hoge agronomische waarde vertonen en die gedeeltelijk opgenomen zijn in het perceelplan als bijlage bij het ministerieel besluit van 27 december 1999 dat de verkaveling van de landelijke goederen gelegen op het grondgebied van de gemeenten Cerfontaine, Florennes, Philippeville en dat het perceelplan vastlegt, van openbaar nut verklaart;

Overwegende dat de verkaveling erin bestaat, de gronden te herverdelen om een zorgvuldigere en rendabelere uitbating van de landelijke goederen te waarborgen; dat een verkaveling, wanneer hij voleindigd is, er niet toe strekt de landbouwfunctie te beschermen tegenover andere grondgebruiken; dat de verkavelde gronden niet bijzonder beschermd worden behalve een voorkeepsrecht voor het Waalse Gewest;

Overwegende dat deze herziening geen afbreuk doet aan het besluit van 27 december 1999 dat het openbaar nut beoogde van de ruilverkaveling en een perceelplan vaststelde overeenkomstig de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen; dat de ontwerp-herziening van het gewestplan in verschillende gradaties een impact zal hebben op enkele landbouweigendommen in het zuidoostelijk gedeelte van de locatie, opgenomen in de ruilverkavelingsomtrek, waaronder specifiek op vier eigendommen; dat die impact evenwel gerelativiseerd moet worden gelet op de gunstige gevolgen voor de economische activiteit en de werkgelegenheid doordat de bedrijfslocatie van Aisemont duurzaam wordt gemaakt;

Overwegende dat het effectenonderzoek eveneens de nadruk legt op de variabele impact die de ontginning zou kunnen hebben op de naburige woonwijken :

— het dorp Hemptinne, dat het dichtst bij de omtrek gelegen is, zal hoofdzakelijk hinder ondervinden van de mijnschoten, die maar moeilijk gedempt kunnen worden;

— het dorp Saint-Aubin is voldoende van de ontginningslocatie verwijderd om er geen significante hinder van te ondervinden;

Gelet op de impact teweeggebracht door het ontstaan van een locatie voor ontginning op het landschap; overwegende dat die impact meer verband houdt met de beschermingsmuren die de locatie omringen dan met de zichtbaarheid van de eigenlijke ontginningsput;

Overwegende dat het effectenonderzoek een afbakingsalternatief voorstelt voor het voorontwerp van herziening van het gewestplan aangenomen door de Regering op 3 december 2001; dat dat alternatief de opnemings van een ontginningsgebied, ongeveer 122 hectare groot, enkel ten oosten van de "rue de la Bataille", om te voorkomen dat de steriele gesteenten opgestapeld worden in de vallei van de beek Hubiessau en resulteert in een uitbreiding van de omtrek gebruikt voor het ontginningsgebied in noordoostelijke richting, namelijk naar het dorp Saint-Aubin, waar een beschermingsmuur opgericht kan worden die op termijn herbruikbaar is voor de landbouwactiviteit;

Overwegende dat dat afbakingsalternatief, zoals het milieueffectenonderzoek het aangeeft en om de redenen, in dat onderzoek opgegeven, het volgende mogelijk maakt :

- voorkomen dat de vallei van de beek Hubiessau aangetast wordt;
- de hinder op één punt samenbrengen (installaties voor de verwerking en de opslag van steriele gesteenten);
- een toegang handhaven vanuit het dorp Hemptinne naar de landbouwgronden gelegen aan de andere kant van de spoorweg;
- de hinder verminderen die ontstaan zou zijn in de wijk "Franc-Bois" door de behandeling van de steriele gesteenten (geluids- en stofhinder);
- voorkomen dat de NAVO-leiding verplaatst moet worden;
- de bedrijfslocatie homogener maken;

Overwegende dat, hoewel dat alternatief leidt tot de herziening van het gewestplan voor 122 ha in plaats van 111 hectare zoals aanvankelijk bedoeld, er daardoor toch minder kwaliteitsvolle landbouwgronden verbruikt worden;

Overwegende dat dat alternatief het mogelijk maakt om de afgegraven aarde spoedig weer voor landbouw te bestemmen, en dit over een oppervlakte van 20 hectare; dat die aarde de opbouw van een beschermingsmuur mogelijk maakt in het noordoosten van de ontginning, richting het dorp van Saint-Aubin;

Overwegende dat het alternatief tijdelijk voor hinder kan zorgen in het dorp Saint-Aubin tijdens de periode waarin de aarde afgegraven wordt en de beschermingsmuur opgebouwd wordt die op termijn opnieuw zal dienen voor de landbouwactiviteit ten noordoosten van de locatie van de uitbating; dat die hinder beperkt is in de tijd; dat hij getemperd kan worden door de voorwaarden waaronder de vergunning wordt verstrekt;

Overwegende dat de Regering bijgevolg, ten opzichte van de voor- en nadelen verbonden, al naar gelang, aan het voorontwerp van herziening van het gewestplan of aan het alternatief dat voorgesteld wordt door het effectenonderzoek, van mening is dat dat alternatief in overweging moet worden genomen;

Gelet op het advies van de "Société wallonne des Eaux" van 11 maart 2004;

Gelet op het advies van het Directoraat-generaal Landbouw d.d. 26 februari 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 houdende de voorlopige goedkeuring van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan van Philippeville-Couvin met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied te Florennes (Hemptinne);

Overwegende dat de bepalingen van artikel 46, § 1, lid 2, 3°, van voornoemd Wetboek, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, inhouden dat de opnemings van 122 hectare ontginningsgebied, voorlopig bepaald door de Regering op 1 april 2004 globaal gecompenseerd wordt door de gelijkwaardige wijziging van bebouwingsgebieden in niet-bebouwingsgebieden of door elke alternatieve compensatie bepaald door de Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005 tot beslissing en tot aanneming van het voorontwerp van gedeeltelijke herziening van de gewestplannen van Namen, Dinant-Ciney-Rochefort en Hoei-Borgworm met het oog op de opnemings van planologische compensaties verbonden aan de aanneming van de ontwerp-herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied in Florennes (Hemptinne);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 oktober 2006 tot beslissing tot uitvoering van een effectenonderzoek over het voorontwerp van gedeeltelijke herziening van de gewestplannen van Namen, Dinant-Ciney-Rochefort en Hoei-Borgworm met het oog op de opnemings van planologische compensaties gebonden aan de aanneming van het ontwerp van gewestplan van Philippeville-Couvin met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied te Florennes (Hemptinne);

Gelet op het advies van 26 september 2006 van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable";

Gelet op het effectenonderzoek betreffende de voorontwerpen van gewestplannen en de compensaties, uitgevoerd door de NV Pissart-Van der Stricht, behoorlijk erkend overeenkomstig artikel 42 van het Wetboek, ingediend in oktober 2007;

Gelet op het advies van de « Commission régionale de l'Aménagement du Territoire » (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), gegeven op 25 oktober 2007;

Overwegende dat het onderzoek naar de impact van de met verwijzing naar de artikelen 1 en 46 van het Wetboek voorgestelde voorontwerpen en compensaties in het effectenonderzoek behandeld moeten worden; dat die beoordelingen betrekking hebben op het spaarzaam bodemgebruik; dat die beoordelingen hieronder aan bod komen;

Overwegende dat wat betreft de voorgestelde voorontwerpen en compensaties, in het effectenonderzoek geopperd wordt dat de voorontwerpen en compensaties, voor zover zij betrekking hebben op de opnemings van oppervlaktes die niet bestemd zijn voor de bebouwing, tegemoetkomen aan de doelstellingen van het gewestelijk structuurplan en het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling;

Overwegende dat die voorontwerpen en compensaties de vrijwaring beogen van de nuttige landbouwoppervlakte en, bij uitbreiding, de bescherming van de niet-bebouwbare gebieden, de bescherming van de agronomisch kwaliteitsvolle gronden en de structurering van de gewestelijke ruimte;

Overwegende dat het effectenonderzoek besluit dat de voorgestelde voorontwerpen en compensaties deel uitmaken van een dynamiek die leidt tot sterkere niet-bebouwbare gebieden, in het bijzonder wat betreft de opnemings van nieuwe groen-, natuur- en bosgebieden of bijdragen tot ecologisch waardevolle assen die de vorming of de ontwikkeling van een ecologische structuur in hand kunnen werken;

Overwegende dat het effectenonderzoek bevestigt dat de voorgestelde voorontwerpen en compensaties, voor wat betreft de opnemings in de gewestplannen van gebieden die niet voor bebouwing bestemd zijn, een positieve impact hebben op de leefomgeving en op de natuur;

Overwegende dat de schrapping van de ontginningsgebieden de potentiële hinder kan verminderen of opheffen en locaties kan vrijwaren die vanuit biologisch standpunt interessant kunnen zijn of dergelijke potentialiteiten vertonen;

Overwegende dat de "Commission régionale d'aménagement du territoire" in haar bemerkings van 25 oktober 2007, instemt met de voorstellen van het effectenonderzoek betreffende de afbakings en het gebruik van de gebieden die voornoemde voorontwerpen en compensaties uitmaken; dat zij, wat betreft het gewestplan Namen, op het grondgebied van Fosses-la-Ville, zich evenwel uitspreekt voor het gebruik bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005, namelijk landbouwgebied, om de locatie te vrijwaren genoemd "la Ferme de la Belle-Motte"; dat zij eveneens van mening is dat de verhoging van de compensatie-oppervlaktes voorgesteld in het effectenonderzoek het teruggrijpen naar de alternatieve compensaties bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005 minder dwingend maakt;

Overwegende dat, wat betreft het gewestplan Namen, de betrokken locatie op het grondgebied van de gemeente Sambreville (Falisolle) heden opgenomen is als ontginningsgebied op het gewestplan; dat de locatie niet in bedrijf is, maar met aarde werd opgevuld en heringericht is;

Overwegende dat het voorontwerp van het gewestplan Namen (blad 47/5), vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005, betrekking heeft op de opnemings van een groengebied op het grondgebied van de gemeente Sambreville (Falisolle), ingegeven door het feit dat de gronden een steenberg vormen waar geen ontginning meer plaats zal vinden;

Overwegende dat het effectenonderzoek de opnemings bevestigt van dat groengebied op het grondgebied van de gemeente Sambreville (Falisolle), meer bepaald wegens het feit dat de locatie van geen waarde meer is voor de ontginning en wegens de plantengroei die woekert op die gronden, die door de uitbating van de steengroeve helemaal veranderd zijn, en waarvan een deel een steile helling vormt;

Overwegende dat de Regering bijgevolg de bestemming van de locatie als groengebied bevestigt;

Overwegende dat de betrokken locaties op het grondgebied van de gemeente Fosses-la-Ville (Le Roux) heden opgenomen zijn als ontginningsgebied op het gewestplan;

Overwegende dat het voorontwerp van het gewestplan Namen (blad 47/5), vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005, betrekking heeft op de opnemings van een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Fosses-la-Ville (Le Roux); dat er een ontginningsgebied van ongeveer 50 ha gehandhaafd wordt ten westen van de "route de la Belle Motte"; dat de betrokken gronden heden niet in aanmerking komen voor ontginning en nooit als dusdanig zijn uitgebaat; dat het effectenonderzoek het huidige gebruik van die gronden hoofdzakelijk als landbouwgrond bevestigt;

Overwegende dat er, wat betreft die gronden waarvan het gebruik gewijzigd wordt, en die gelegen zijn, enerzijds benoorden het gehandhaafde ontginningsgebied in het gehucht "Belle Motte" en, anderzijds, bezuiden dat ontginningsgebied richting het dorp Le Roux, in het effectenonderzoek geopperd wordt dat als de afzetting van kalksteen van het type V2a, bruikbaar voor de aanmaak van kalk, niet tot in die plaatsen reikt wegens aanzienlijke geologische storingen die in de afzetting zijn ontdekt, het in strijd zou zijn met het beginsel van spaarzaam gebruik van hulpbronnen om af te zien van elke mogelijkheid om de afzetting uit te baten van V2b en van de dunne laag V2a gelegen onder V2b in het op het gewestplan gehandhaafde ontginningsgebied; dat het effectenonderzoek erop wijst dat de afzetting van V2a een kalksteenafzetting is met een hoog gehalte aan CaCO_3 , bestemd voor de verwerkende nijverheid met een hoge toegevoegde waarde;

Overwegende dat de ontwikkeling van een ontginningsactiviteit impliceert dat er voldoende grond beschikbaar is voor de ontsluiting van een locatie, voor de bouw van installaties of voor de opslag van afgegraven aarde of steriele gesteenten;

Overwegende dat de handhaving van een klein, moeilijk toegankelijk landbouwgebied, gelegen benoorden het ontginningsgebied genaamd "Ferme de la Belle Motte", de levensvatbaarheid van het landbouwbedrijf op die plaats niet kan waarborgen; dat dat landbouwgebied daarenboven ingesloten ligt tussen bosschages en het ontginningsgebied;

Overwegende dat het effectenonderzoek daaruit besluit dat de handhaving van een ontginningsgebied aan de andere kant van de "rue de la Belle Motte" verantwoord is; dat de uitbating ervan technisch niet definitief uitgesloten mag worden;

Overwegende dat het effectenonderzoek evenwel aanbeveelt dat de gebouwen van de "Ferme de la Belle Motte", opgenomen in de inventaris van het monumentaal erfgoed van België beschermd moet worden; dat het in de ontsluitingsalternatieven een bijkomend voorschrift voorstelt in de zin van artikel 41 van het Wetboek, eveneens bestemd om te voorkomen dat het bodemreliëf eventueel gewijzigd en de opslag in verband met een ontginningsactiviteit doorgevoerd wordt;

Overwegende dat het effectenonderzoek een kaartdocument voorstelt voor de omtrek van het aldus voorgestelde voorschrift;

Overwegende dat het effectenonderzoek in zijn alternatieve voorstellen het idee opwerpt dat een deel van het ontginningsgebied gelegen in het uiterste zuidwesten van het gehandhaafde ontginningsgebied in de nabijheid van de locatie van de "Ferme de la Belle Motte" opgenomen wordt als natuurgebied om als buffer te dienen tussen het ontginningsgebied en de Natura 2000-locatie BE32024;

Overwegende dat die voorstellen om de ontginningsgebieden benoorden en bezuiden het ongewijzigde ontginningsgebied te handhaven, aangenomen dienen te worden;

Overwegende dat het voor het overige aangewezen is de locatie "Ferme de la Belle Motte" te beschermen door de opnemings als landbouwgebied bedoeld in het voorontwerp van gewestplan te bevestigen volgens de beschermingsomtrek voorgesteld in het effectenonderzoek en overeenkomstig het advies van de "Commission régionale de l'Aménagement du Territoire";

Overwegende dat de bestemming als landbouwgebied op die plaats een bestemming vormt die verenigbaar is met de Franse militaire begraafplaats gelegen benoorden het gebied; dat het bijgevolg aangewezen is voornoemd bijkomend voorschrift niet in aanmerking te nemen;

Overwegende dat het effectenonderzoek besluit dat het "Bois de Templemont" geen bijzondere waarde heeft op biologisch vlak, maar wel potentialiteiten vertoont in verband met de kalkhoudende ondergrond en bodem; dat het voorstelt om dat bos op te nemen als bosgebied eerder dan als groengebied, gelet op het huidige gebruik ervan; dat de locatie in het noorden en het westen grenst aan een bosgebied en in het zuiden aan een Natura 2000-locatie; dat de handhaving van de locatie als ontginningsgebied maar weinig waardevol is, gelet op de moeilijke bereikbaarheid ervan;

Overwegende dat het aangewezen is dat voorstel tot alternatief gebruik van het "Bois de Templemont" als bosgebied aan te nemen;

Overwegende dat het effectenonderzoek het idee oppert dat de bestaande Natura 2000-locatie BE32024, bezuiden het "Bois de Templemont" en gevormd door een voormalige steengroeve, eveneens in een herziening van het gewestplan resulteert;

Overwegende dat het effectenonderzoek in de afbakeningsalternatieven voorstelt om de omtrek van de herziening van het gewestplan uit te breiden tot die Natura 2000-locatie, evenals tot twee aangrenzende gebieden;

Overwegende dat het effectenonderzoek voorstelt dat die gebieden een afzonderingsmarge vormen tussen het ontginningsgebied en de Natura 2000-locatie; dat het aangewezen is die omtrek te gebruiken als natuurgebied;

Overwegende dat het aangewezen is dat de Regering gevolg geeft aan die voorstellen;

Overwegende dat, wat betreft het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort, de locaties bedoeld in het voorontwerp van gewestplan heden opgenomen zijn als ontginningsgebied in het gewestplan;

Overwegende dat het voorontwerp van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort (blad 53/3), vastgelegd door de Regering op 22 december 2005, betrekking heeft op de opnemings van een landbouwgebied en landschappelijk waardevol bosgebied op het grondgebied van de gemeente Anhée;

Overwegende dat die gebieden heden niet in aanmerking komen voor een ontginningsactiviteit en niet uitgebaat worden;

Overwegende dat het effectenonderzoek aangeeft dat de betrokken percelen heden gebruikt worden in de landbouw of compacte bossen vormen;

Overwegende dat het effectenonderzoek aangeeft dat het ontginningsfront zich zou bevinden in de geologische formatie van Lives (V2b), beschouwd als weinig interessant zelfs voor het granulaat daar het silicium en pyriet inhoudt; dat het tot het besluit komt dat het spaarzaam gebruik van de hulpbronnen zich minder scherp voordoet gelet op de betrokken geologische formatie en op het bestaan in het Waalse Gewest van andere ontginningsgebieden waar de granulaatproductie mogelijk is;

Overwegende dat het effectenonderzoek in de alternatieven die het aanreikt, een uitbreiding voorstelt naar het noorden tot aan de spoorweg van de gebieden van het gewestplan die aan een herziening onderworpen moeten worden, op gronden die heden opgenomen zijn als ontginningsgebied op het gewestplan; dat die uitbreiding ingegeven is door het feit dat de gedeeltelijk ontgonnen geologische hulpbronnen waarvan naderhand afgezien werd, maar weinig waarde hebben en door de ecologische waarde van de Mollignée-vallei;

Overwegende dat het effectenonderzoek het idee oppert dat de beboste hellingen waar geen ontginning plaatsvond en die gelegen zijn op steile hellingen van de Mollignée-vallei als bosgebied moeten worden gebruikt;

Overwegende dat het effectenonderzoek overigens twee aanpassingen voorstelt van het gebruik van de locatie opgenomen als landbouwgebied in het voorontwerp van het gewestplan zodat ze omgevormd kunnen worden tot bosgebieden gelet op het huidige gebruik ervan, in het noorden bovenaan op de helling boven de vallei, in het oosten van de spoorlijn, waar de hellingsgraad heel sterk is;

Overwegende dat één van de afbakingsalternatieven er aldus toe strekt de gronden, heden opgenomen als ontginningsgebied in het gewestplan, op te nemen als groengebied, in het noorden in de vallei van de Mollignée; dat het een verlaten groeve betreft die nu potentialiteiten vertoont op het vlak van natuurbehoud;

Overwegende dat dat gebied overigens deel uitmaakt van het ecologisch doorganggebied van de vallei van de Mollignée;

Overwegende dat het gebruik van de andere delen van locaties opgenomen in het voorontwerp van het gewestplan als landbouw- en landschappelijk waardevol bosgebied bevestigd worden door het effectenonderzoek;

Overwegende dat het aangewezen is dat de Regering die analyse overneemt;

Overwegende dat de beoogde locaties, wat betreft het gewestplan Hoi-Borgworm, heden op het gewestplan opgenomen zijn als ontginningsgebieden;

Overwegende dat het voorontwerp van het gewestplan Hoi-Borgworm (blad 41/6), vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005, betrekking heeft op de opnemings van twee groengebieden op het grondgebied van de gemeente Wanze (Moha);

Overwegende dat het effectenonderzoek aangeeft dat bedoelde gebieden locaties zijn die na uitbating heraangelegd zijn; dat zij geen uitbatingsmogelijkheid meer bieden; dat hun oppervlakte weinig significant is ten aanzien van het grote ontginningsgebied van Wanze (Moha);

Overwegende dat het effectenonderzoek een deel van de locaties omschrijft als ingenomen door een compact bos, xerofiele kalkgraslanden en planten op rotsplaten, waarbij andere recent zijn aangeplant of een watervlak dan wel een vochtig gebied vormen; dat de bosgroepen en de kalkgraslanden habitats met een gemeenschapsbelang zijn in de zin van Richtlijn 92/43/EEG van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna;

Overwegende dat het effectenonderzoek voorstelt om het "Bois de Hama" op te nemen als bosgebied waarvan het gebruik beter overeen zou stemmen met de daadwerkelijke toestand; dat het onderzoek evenwel aangeeft dat de biologische waarde van de locatie vereist dat het gebied gebruikt wordt als natuurgebied;

Overwegende dat de locatie van het "Bois de Hama" gedeeltelijk opgenomen is in een landschappelijk waardevolle omtrek afgebakend door de ADESA-studie; dat er een uitzonderlijk vergezicht in de omgeving gelokaliseerd is wegens het uitzicht op de "Rocher de la Marquise" en de "Roche aux Corneilles"; dat de ADESA-studie meer bepaald aanbeveelt om bomen aan te planten op de taluds van de steengroeve gelegen op de hellingen aan de overkant van de Méhaigne;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005 het voorgestelde gebruik verantwoordt wegens het feit dat de gronden zijn uitgebaat en heraangelegd en dat de Regering het gebruik beoogt van groengebieden zoals verondersteld in het voorontwerp van gewestplan gelet op de nabijheid van de beschermde locaties, namelijk de "Roche aux Corneilles" en de "Rocher de la Marquise";

Overwegende dat het effectenonderzoek melding maakt van de aanwezigheid van voornoemde beschermde locaties en erkent dat het past om een kwaliteitsvolle natuurlijke omgeving te waarborgen in de nabijheid van die rotsen, hoewel het het project voor de beschermde locaties niet onderzoekt in een context van landschapsbescherming;

Overwegende dat de Regering voornemens is de doelstellingen, bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005, te bevestigen, namelijk een grotere bescherming van de beschermde locaties "Roche aux Corneilles" en "Rocher de la Marquise" en hun landschappelijke context, alsmede een erkenning van de waarde van de biologische habitats, erkend door de opnemings van een groengebied op de locatie van het "Bois de Hama"; dat dat gebruik daarnaast gepaster is als groene overgang ten opzichte van het in bedrijf zijnde ontginningsgebied, wat bevestigd wordt door het effectenonderzoek;

Overwegende dat het effectenonderzoek een afbakingsalternatief voorstelt door de opnemings, in de aanherziening van het gewestplan onderworpen omtrek, van twee beboste terreinen gelegen in het ontginningsgebied, en van een landbouwgebied; dat de uitbreidingen voorgesteld door het effectenonderzoek verantwoord zijn door het feit dat ze meer samenhang verlenen aan het gebied en dat ze bijkomende beboste gebieden zouden kunnen beschermen; dat een deel van de voorgestelde gronden daarnaast een natuurlijke afzonderingsmarge zou vormen tussen de beschermde locaties van de "Rocher de la Marquise" en de "Rocher aux Corneillels" en het in bedrijf zijnde ontginningsgebied;

Overwegende dat de omtrek van het groengebied bedoeld bij het voorontwerp van het gewestplan overigens in het oosten rechtgetrokken wordt om het behoud van een bedrijfsweg binnen in het ontginningsgebied te waarborgen;

Overwegende dat de Regering die uitbreiding van de omtrek verantwoord acht en het past er een identiek gebruik aan te geven aan dat van de locatie van het "Bois de Hama", namelijk een gebruik als groengebied; dat het deel voorgesteld als landbouwgebied aangenomen wordt;

Overwegende dat het effectenonderzoek de plantengroei van de bosgedeelten en de kalkgraslanden van de locatie van de "Vallèche" omschrijft als habitats met een gemeenschapsbelang in de zin van bovenvermelde Richtlijn 92/43/EEG, en als "kunstmatig aangelegde bossen"; dat de locatie geen mogelijkheid meer biedt om de afzetting uit te baten; dat de hoge biologische waarde een gebruik verantwoordt als niet-bebouwingsgebied;

Overwegende dat het effectenonderzoek een afbakingsalternatief voorstelt voor de locatie van de "Vallèche", die er namelijk in bestaat enerzijds het gebied naar het westen uit te breiden om er een reeds ontgonnen gebied en een beboste oppervlakte in op te nemen en anderzijds naar het zuidoosten om er een heraangelegde locatie in op te nemen; dat die aanpassing van de omtrek van de herziening van het gewestplan kan voorkomen dat definitief heraangelegde gronden behouden worden als ontginningsgebied tussen de herziene omtrek en een bosgebied;

Overwegende dat het effectenonderzoek een gebruik voorstelt als natuurgebied voor de locatie van de "Vallèche" wegens de aanwezigheid van habitats met een gemeenschapsbelang in de zin van Richtlijn 92/433/EEG;

Overwegende dat de Regering het eens is met die voorstellen, voor die locatie uiteengezet in het effectenonderzoek;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005 als alternatieve compensatie bij wijze van alternatieve compensatie van de NV Carmeuse verlangde dat ze voor ondertekening binnen de voorgeschreven termijnen en in ieder geval vóór de eventuele definitieve goedkeuring van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan van Philippeville-Couvin met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied te Florennes (Hemptinne) een ontwerp van erfpacht voor een verlengbare periode van 30 jaar, evenals een overeenkomst waarbij de NV Carmeuse zich ertoe verbindt 15.000 euro te sorteren aan de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu om het beheer mogelijk te maken van de locatie van 20,08 ha waarvan Carmeuse eigenaar is op het grondgebied van de gemeente Hœi (Ben-Ahin), die de voormalige steengroeve vormt van Mont de Goesnes, ofwel zelf te zorgen voor het onderhoud van de site van de oude groeve van Mont de Goesnes op het grondgebied van de gemeente Hœi (Ben-Ahin) overeenkomstig de modaliteiten bepaald door de Afdeling Natuur en Bossen ten belope van hetzelfde bedrag;

Overwegende dat het effectenonderzoek de biologische waarde van de locatie bevestigt door het bestaan van verscheidene habitats met een gemeenschapsbelang, w.o. sommige prioritaire habitats in de zin van Richtlijn 92/43/EEG, evenals door de aanwezigheid van beschermde, bedreigde of interessante dier- en plantensoorten;

Overwegende dat deze voorstellen, wat betreft de resultaten van het effectenonderzoek, tegemoetkomen aan het bepaalde van artikel 46, § 1, lid 2, 3°, van het Wetboek voorzover zij de instandhouding waarborgen van een globaal grondgebiedsevenwicht tussen de aanleg van een bebouwingsgebied en niet-bebouwingsgebieden, overeenkomstig de doelstellingen van spaarzaam bodemgebruik bedoeld in artikel 1 van het Wetboek;

Overwegende dat de alternatieve compensatie bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005 met betrekking tot de locatie van de voormalige steengroeve van de "Mont de Goesnes", op het grondgebied van de gemeente Hœi (Ben-Ahin), bijgevolg mag worden beschouwd als minder dringend en dus niet in aanmerking komt;

Gelet op de bestaande feitelijke en rechtstoestand van de betrokken gronden en omgeving;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. De gedeeltelijke herziening van blad 53/3 van het gewestplan Philippeville-Couvin met betrekking tot de opnemings van een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Florennes (Hemptinne), voorlopig vastgesteld op 1 april 2004, wordt bevestigd overeenkomstig de kaart in bijlage.

Art. 2. De gedeeltelijke herziening van de bladen :

1° 47/5 van het gewestplan Namen met het oog op de opnemings van een groengebied op het grondgebied van de gemeente Sambreville (Falisolle), van een landbouwgebied, een bosgebied en een natuurgebied op het grondgebied van de gemeente Fosses-la-Ville (Le Roux);

2° 53/3 van het gewestplan Dinand opnemings van een landbouwgebied en een landschappelijk waardevol bosgebied op het grondgebied van de gemeente Anhé (Haut-le-Wastia) in het gewestplan van Dinant-Ciney-Rochefort (blad 2°);

3° 41/6 van het gewestplan Hœi-Borgworm met het oog op de opnemings van een groengebied, een landbouwgebied en een natuurgebied op het grondgebied van de gemeente Wanze (Moha);

wordt overeenkomstig bijgevoegde kaarten vastgesteld.

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 november 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE